

Projet de
Vœu déposé par le groupe du parti de gauche
relatif aux enjeux de la situation et aux perspectives du Groupe SANOFI
Séance du 10 octobre 2012

Avril 2008 : la direction de sanofi annonçait un plan dit de reconversion de l'usine de Vitry qui a aboutit à 471 suppressions d'emploi, de nombreux bâtiments détruits, la création d'une seule unité biotechnologique.

Septembre 2009 : un plan de restructuration de la recherche est annoncé, qui a conduit à de nombreuses fermetures de sites et la suppression rien que sur Vitry Alfortville de près de 300 emplois.

Décembre 2010 : 575 suppressions de postes sont annoncés dans la visite médicale, mais aussi dans la foulée de la fermeture d'un site Gentilly, site pour lequel la mobilisation des salariés et d'élus du 94 a permis le maintien.

Sur la période 2009-2011, ce sont plus de 4000 emplois que le groupe sanofi a détruit en France, avec sur la même période un bénéfice de plus de 26 milliards d'euros. Entre 2005 et 2011, ce groupe a réalisé plus de 53 milliards de bénéfices.

Ce n'est visiblement pas encore assez, puisque le 4 juillet dernier, un nouveau plan est annoncé aux organisations syndicales touchant la recherche, la production de vaccins et les fonctions supports. Au 27 septembre le nombre de postes dont la suppression est annoncée était de 900. A cela s'ajouterait les salariés qui ne pourront suivre les mutations à venir. La direction se désengage du site de recherche de Toulouse (640 emplois), affaiblit considérablement celui de Montpellier, avec comme conséquence inévitable des répercussions et une fragilisation des sites parisiens de Vitry/Alfortville et Chilly-Mazarin.

Malgré tous ces plans, cette direction continue à bénéficier largement du crédit impôt recherche, qui finance de fait au moins un emploi sur 10 en recherche en France dans ce groupe.

Dans le même temps, cette direction maintient son plan financier qui prévoit d'ici 2014 de faire passer le dividende des actionnaires de 30 à 50% du résultat net.

Les dirigeants de cette entreprise se gavent littéralement, le dernier exemple en date est Monsieur Spek qui a levé ces stock-options et réalisé au passage cet été une plus-value de 540000 euros.

Nous assistons à une véritable destruction d'un outil de recherche et de production pharmaceutique, stratégique pour le pays. Ce sont des décisions mauvaises pour l'emploi, et pour les malades qui en France comme dans le Monde ont besoin d'être soignés.

Un seul exemple : l'oncopôle de Toulouse regroupe des structures publiques et privées de recherche pour lutter contre ce fléau qu'est le cancer. En mars 2012, le directeur de la recherche de sanofi signe un accord de partenariat, en juillet il annonce le désengagement de sanofi du site midi-pyrénéen.

Localement cette destruction du centre de production et l'affaiblissement du centre de recherche de Vitry/Alfortville handicape la nécessaire revitalisation du bassin d'emploi déjà cruellement touché par la désindustrialisation, handicape également l'OIN Seine-Amont et le projet Grandes Ardoines, le projet de pépinière d'entreprises notamment dans le domaine des biotechnologique devait s'adosser notamment à Sanofi.

Au-delà, le centre de recherche et de production SANOFI joue un rôle majeur pour nos communes, notre département, l'Ile de France et notre pays. L'Etat ne peut se désintéresser des activités de ce groupe et des emplois qu'il représente dans un secteur stratégique pour la santé et l'industrie pharmaceutique.

C'est pourquoi :

Considérant que l'industrie pharmaceutique doit d'abord répondre aux besoins de santé publique

Considérant que la direction de sanofi privilégie les actionnaires au détriment du développement de sa recherche et de son outil industriel

Considérant les résultats de ce groupe

Considérant l'impact social de ce nouveau plan

Considérant la place que devrait prendre sanofi dans le développement du bassin d'emploi

Considérant les aides publiques généreuses dont bénéficie sanofi

Le conseil municipal de Vitry sur Seine :

- Soutient la lutte des salariés pour le maintien et le développement des emplois, des activités, des sites
- Soutient les municipalités de Toulouse et Montpellier face à ces annonces
- Demande à la direction d'annuler ce nouveau plan
- Souhaite étudier précisément avec l'ensemble des acteurs les conséquences actuelles et futures des restructurations de sanofi sur l'OIN Seine Amont
- Demande au gouvernement de reconsidérer les aides publiques dont bénéficie ce groupe au regard de sa politique de casse de l'emploi et de désindustrialisation, et au parlement de lancer une commission d'enquête à ce sujet.
- Demande au gouvernement d'organiser dans l'urgence une table ronde réunissant tous les acteurs sur l'avenir de sanofi en France
- Demande au gouvernement de faire voter une loi interdisant les licenciements boursiers
- Demande au gouvernement et au parlement d'ouvrir un débat sur la nécessité de créer un pôle public du médicament en France